

PRÉFACE

Prenant le relais du *Discours sur l'histoire universelle* (1681) de 'l'illustre Bossuet', qui s'était arrêté à Charlemagne, Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs* – le titre en soi est une trouvaille – cherche d'abord à ne pas s'encombrer, ni non plus ses lecteurs et ses lectrices, de stériles détails chronologiques et dynastiques: son propos se veut sélectif car à ses yeux il importe que la connaissance de l'Histoire ait une portée morale et philosophique. Il est partisan d'un vigoureux élagage de l'arbre Histoire qu'il convient de débarrasser de ses innombrables branches mortes ou tordues. Voltaire cherche ensuite à élargir son champ de vision: non pas la France mais l'Europe, non pas l'Europe mais à la limite l'ensemble des civilisations, chrétienne, islamique, indienne, chinoise... Il cherche enfin à ne pas se borner au récit des événements ecclésiastiques, politiques et militaires mais à traiter aussi, voire surtout, des usages, des institutions, de la société, des arts et des lettres (déjà Fénelon, dans sa *Lettre à l'Académie* de 1714, avait proposé un semblable programme). On le voit par exemple déplorer que l'histoire de l'Europe soit devenue 'un immense procès-verbal de contrats de mariage, de généalogies, et de titres disputés, qui répandent partout autant d'obstacles que de sécheresse, et qui étouffent les grands événements, la connaissance des lois et celle des mœurs, objets plus dignes d'attention' (ch.74). Il souhaite saisir les mouvements de fond, cerner les mentalités: 'Mon but est toujours d'observer l'esprit du temps; c'est lui qui dirige les grands événements du monde' (ch.80). 'Je voudrais', dit-il encore, 'découvrir quelle était alors la société des hommes, comment on vivait dans l'intérieur des familles, quels arts étaient cultivés, plutôt que de répéter tant de malheurs et tant de combats, funestes objets de l'histoire, et lieux communs de la méchanceté des hommes' (ch.81). Il entend parler du 'sort des hommes plutôt que [des]

PRÉFACE

révolutions du trône' (ch.84), et cela à l'encontre de la pratique de la plupart des historiens, attachés surtout à décrire les batailles. Cela dit, il juge que les choses bougent, même si c'est dans une confusion aussi évidente que pénible: 'L'histoire des usages, des lois, des privilèges, n'est en beaucoup de pays, et surtout en France, qu'un tableau mouvant' (ch.85). Incontestablement, Voltaire a le sens du temps et de l'espace.

Evoquées dans la préface et rappelées ici ou là dans le cours de l'ouvrage, ces vastes ambitions, que ne refuserait pas de nos jours un disciple de Marc Bloch ou de Lucien Febvre, dans quelle mesure d'une part ont-elles été réalisées, à l'intérieur des quelque soixante chapitres, courts et nerveux, qui couvrent la période allant du début du XIV^e au début du XVI^e siècle, et d'autre part rencontrent-elles l'adhésion d'un spécialiste actuel de la fin du Moyen Age? Compte tenu en effet des travaux disponibles à son époque, compte tenu aussi de sa manière de composer et d'écrire, Voltaire ne se fixait-il pas un dessein hors de sa portée? Et si par chance il avait vu juste, cela ne rendrait-il pas caducs les inlassables efforts entrepris depuis son époque par des générations d'historiens et d'érudits? Ne serait-il pas décourageant qu'il ait raison?

D'une manière générale, Voltaire n'est pas en empathie précisément avec cette époque, occupée, à ses yeux, par des querelles mesquines ou stériles, dominée par le jeu cruel et gratuit de monarques dépourvus de vertu morale et de valeur intellectuelle, où la barbarie était partout et où fleurissaient la superstition et l'ignorance. Seule peut-être l'Italie échappe à cette condamnation. Il partage avec un grand nombre de ses contemporains l'idée que l'antiquité, malgré ses limites, est seule vraiment digne d'étude et d'admiration. 'Il ne faut connaître l'histoire de ces temps-là que pour la mépriser. Si les princes et les particuliers n'avaient pas quelque intérêt à s'instruire des révolutions de tant de barbares gouvernements, on ne pourrait plus mal employer son temps qu'en lisant l'histoire' (ch.94).

Les mentions qu'il fait de Cimabue, de Giotto et de Brunelleschi, de Dante, avec 'son poème bizarre, mais brillant de beautés

naturelles, intitulé *Comédie* (ch.82), de Pétrarque, dont il tient à citer quelques vers, de la Ligue hanséatique, de la Peste noire (dont il voit l'origine soit en Afrique, soit en Arabie, soit en Chine), la référence à Tamerlan, le rappel de l'invention des miroirs, des lunettes, des horloges mécaniques et de l'artillerie, ou encore le chapitre sur les 'Égyptiens' (les Tsiganes), plaident assurément en faveur de sa culture et de son ouverture d'esprit. Mais il faut bien dire qu'il ne s'agit là que de simples notations, faites en passant.

Les thèmes qui lui tiennent vraiment à cœur sont en nombre plus restreint. Parmi ceux-ci figure son appréciation catégoriquement négative de la scolastique, dans son esprit comme dans ses méthodes. Elle représente pour lui un authentique désastre intellectuel: 'La théologie scolastique, fille bâtarde de la philosophie d'Aristote, mal traduite et méconnue, fit plus de tort à la raison et aux bonnes études que n'en avaient fait les Huns et les Vandales' (ch.82).

La vision que formule Voltaire de la conquête ottomane et de ses suites est originale. On sent sa volonté, quelque peu provocatrice, de s'en prendre à l'opinion commune. Après avoir déploré les croisades, qui ont eu pour résultat d'ébranler l'empire de Constantinople et de dépeupler l'Europe, après avoir regretté que les Byzantins, à la veille de périr, aient persisté à consacrer leur énergie à d'absurdes querelles théologiques, il trace de Mahomet II un portrait plutôt nuancé. Ce souci d'équilibre, on le retrouve dans son jugement sur les Turcs eux-mêmes. Ils sont plus tolérants que les chrétiens, et ils ignorent la noblesse, les titres de noblesse, et même, à y bien regarder, la féodalité. Car leurs *timars* ne sont pas des seigneuries mais plutôt de grosses métairies. Il reconnaît que les Grecs, depuis la conquête ottomane, sont demeurés 'dans l'oppression', mais il ajoute aussitôt 'non pas dans l'esclavage. On leur laissa leur religion et leurs lois; et les Turcs se conduisirent comme s'étaient conduits les Arabes en Espagne. Les familles grecques subsistent dans leur patrie, avilies, méprisées, mais tranquilles' (ch.93). Il s'interroge sur le prétendu despotisme du Grand sultan. Son analyse mérite d'être prise en compte (ch.93):

PRÉFACE

Non seulement les Turcs sont tous libres, mais ils n'ont chez eux aucune distinction de noblesse. Ils ne connaissent de supériorité que celle des emplois. Leurs mœurs sont à la fois féroces, altières et efféminées [...]. Leur orgueil est extrême. Ils sont conquérants et ignorants; c'est pourquoi ils méprisent toutes les nations. L'empire ottoman n'est point un gouvernement monarchique, tempéré par des mœurs douces, comme le sont aujourd'hui la France et l'Espagne; il ressemble encore moins à l'Allemagne, devenue avec le temps une république de princes et de villes, sous un chef suprême qui a le titre d'empereur. Il n'a rien de la Pologne, où le peuple est esclave. Il est aussi éloigné de l'Angleterre par sa constitution que par la distance des lieux. Mais il ne faut pas imaginer que ce soit un gouvernement arbitraire en tout, où la loi permette aux caprices d'un seul d'immoler à son gré des multitudes d'hommes, comme des bêtes fauves qu'on entretient dans un parc pour son plaisir. [...] La crainte d'être déposé est un plus grand frein pour les empereurs turcs que toutes les lois de l'*Alcoran*.

Et d'ailleurs 'Louis XI, Henri VIII, Sixte-Quint, d'autres princes ont été aussi despotiques qu'aucun sultan'. 'Leur art est de commander' à des peuples divers. Mais 'la grande différence entre les conquérants turcs et les anciens conquérants romains, c'est que Rome s'incorpora tous les peuples vaincus, et que les Turcs restent toujours séparés de ceux qu'ils ont soumis, et dont ils sont entourés' (ch.93). A la racine de cette attitude, on trouve le fait que 'les Turcs ont pour la race ottomane une vénération qui leur tient lieu de loi fondamentale' (ch.93).

Ses flèches les plus nombreuses, les plus meurtrières, il les réserve aux papes, aussi cupides que cyniques, et dont la fonction lui semble non seulement inutile mais nuisible, et au clergé qui les entoure, dont la fourberie dépasse celle des prêtres de l'antiquité. A propos du grand schisme d'Occident, il a cette formule: 'Le clergé, les moines, avaient tellement gravé dans les têtes des princes et des peuples l'idée qu'il fallait un pape, que la terre fut longtemps troublée pour savoir quel ambitieux obtiendrait par l'intrigue le droit d'ouvrir les portes du ciel' (ch.71). Toutefois, son anticléricisme décidé n'est pas nécessairement antireligieux: selon lui, 'la religion pure adoucit les mœurs en éclairant l'esprit', c'est la

superstition qui, 'en l'aveuglant, inspire toutes les fureurs' (ch.82). Comme on le verra, son indignation éclate lorsqu'il en vient à parler de Savonarole: 'Vous regardez en pitié ces scènes d'absurdité et d'horreur; vous ne trouverez rien de pareil chez les Romains et chez les Grecs, ni chez les barbares. C'est le fruit de la plus infâme superstition qui ait jamais abruti les hommes, et du plus mauvais des gouvernements' (ch.108). Il s'étonne ou plutôt feint de s'étonner que les princes aient toléré les scandales de la cour de Rome, notamment au temps d'Alexandre VI. L'explication pour lui est la suivante: les princes, qui auraient dû protester contre ces horribles sacrilèges, les combattre de tout leur pouvoir, n'avaient eux-mêmes aucune religion, ils étaient quasiment des athées, du même coup ils laissaient les choses aller librement leur cours. Quant aux peuples, ils n'avaient pas leur mot à dire, bien mieux ils étaient 'hébétés'. Et c'est ainsi que, contre tout bon sens, le pape demeurait le 'saint père' et ses États le 'Saint-Siège'.

Peut-être malgré lui, en raison du simple fait qu'il se trouve en terrain connu (il a quelque connaissance de Froissart et de Commines, et il peut s'appuyer sur Mézeray et le Père Daniel, quitte à s'en démarquer sans vergogne mais non sans malice), ses remarques piquantes relatives à l'évolution parallèle de la France et de l'Angleterre depuis Philippe de Valois et Edouard III jusqu'au régent Bedford et à la Pucelle retiennent l'attention.

L'idée générale est qu'à partir de la fin du XIII^e siècle l'Angleterre sut mettre en place un régime politique plus équilibré que celui de son voisin et adversaire, que les Anglais sont un peuple plus tenace de même que leurs armées sont plus disciplinées. Telles sont les principales raisons de leur réussite. Du même coup, Voltaire se plaît à regretter presque l'intervention de Jeanne d'Arc. En revanche, pour les Anglais, le succès de la Pucelle fut une chance car cela leur valut d'échapper au mode de gouvernement autoritaire et capricieux propre à la France, qui se serait possiblement introduit chez eux si un seul roi avait régné de part et d'autre de la Manche. Ici se place le point de vue de Voltaire (l'historien et non le poète) sur la Pucelle, découverte ou repérée,

dit-il, par le fameux Robert de Baudricourt dans une auberge de Vaucouleurs alors qu'elle avait déjà vingt-sept ans. On retrouve là une variante du récit adopté et reproduit dès le XV^e siècle par les chroniqueurs bourguignons, un récit qui depuis n'avait jamais été oublié. Cette fille audacieuse réussit à tromper l'entourage religieux et judiciaire de Charles VII à moins que cet entourage n'ait été assez habile pour accepter de l'être. En tout cas, le peuple suivit. Ce qui n'empêche pas que Jeanne d'Arc, en se chargeant de son entreprise, se montra une véritable héroïne. De même qu'elle avait feint le miracle, Bedford feignit de la croire sorcière, et l'université de Paris se hâta de suivre cette opinion, soit par conviction soit par lâcheté. Enfin, 'Charles VII rétablit depuis sa mémoire, assez honorée par son supplice même' (ch.80).

La royauté française aurait pu saisir l'occasion des états généraux de 1355 pour développer une institution apparentée au parlement d'Angleterre, mais il n'en fut rien: 'Ainsi le peu d'habitude que la nation a eue d'examiner ses besoins, ses ressources et ses forces, a toujours laissé les états généraux destitués de cet esprit de suite, et de cette connaissance de leurs affaires qu'ont les compagnies réglées' (ch.84). Si le malheureux Jean le Bon fut une catastrophe, son fils Charles V trouve grâce aux yeux de Voltaire, de même que Du Guesclin, qu'il compare à Turenne. Autre règne estimable: celui de Charles VII, lui qui reconquit son royaume par des 'petits combats' (ch.80), en mettant de surcroît à son profit les divisions chez l'ennemi. Du moins le résultat est-il là: l'ordre s'établit en France alors qu'il avait été ignoré 'depuis la décadence de la famille de Charlemagne' (ch.80). La chaîne des temps était comme renouée.

Devant Louis XI, son jugement hésite. 'Il y a peu de tyrans qui aient fait mourir plus de citoyens par les mains des bourreaux, et par des supplices plus recherchés', jamais il n'y eut moins d'honneur en France que sous son règne, tous les caractères étaient comme aplatis par la crainte et par l'esprit de courtoisnerie. Sous ce roi, 'pas un grand homme. Il avilit la nation. Il n'y eut nulle vertu: l'obéissance tint lieu de tout, et le peuple fut enfin tranquille comme

PRÉFACE

les forçats le sont dans une galère' (ch.94). Mais voici la contrepartie: car ce 'cœur artificieux et dur', ce connaisseur cynique des hommes et des affaires, ce 'grand politique', qui vivait misérablement dans 'l'ennui, les remords, la crainte et la douleur d'être détesté' (ch.94), ne manqua pas de courage, sut agrandir son royaume (encore aurait-il pu faire mieux, ne laissa-t-il pas échapper la Franche-Comté et les Pays-Bas?) et fut le premier à avoir abaissé les grands. 'Environ cinquante familles en ont murmuré et plus de cinq cent mille ont dû s'en féliciter' (ch.94).

Son regard sur les deux successeurs de Louis XI est plus banal: faute d'intelligence, Charles VIII n'a pas su profiter de ce qu'il disposait du plus beau royaume de toute la chrétienté; quant à Louis XII, même s'il accumula les bourdes et les échecs, du moins fut-il 'le père du peuple', surnom donné par les états généraux en 1506 (ch.101).

S'il reconnaît un mérite aux rois de France, c'est celui d'avoir, par le gallicanisme et par l'introduction de l'appel comme d'abus, établi une distance, voire une barrière juridique, entre le royaume très chrétien et la cour de Rome, en sorte que les bulles pontificales ne font pas la loi de ce côté-ci des Alpes.

Intrépide ennemi de la féodalité, encore qu'il tente d'en saisir la logique (un assemblage de grands terriens qui voulaient être maîtres chez eux, dans un environnement social et économique dépourvu de villes et de bourgeoisie), Voltaire n'est cependant pas hostile à la chevalerie, dont il place l'apogée précisément au XIV^e siècle: en effet, elle contribua, à cette époque barbare, à répandre dans une certaine mesure ce que Norbert Elias devait bien plus tard appeler la 'civilisation des mœurs', notamment au bénéfice du sexe féminin. De la chevalerie procéda la courtoisie. 'Ces temps de grossièreté, de sédition, de rapines et de meurtres furent cependant le temps le plus brillant de la chevalerie: elle servait de contrepoids à la férocité générale des mœurs' (ch.76). La chevalerie était 'un établissement guerrier qui s'était fait de lui-même parmi les seigneurs, comme les confréries dévotes parmi les bourgeois' (ch.97). Il s'agit d'une 'institution vertueuse' pour protéger les

dames (ch.97). On songe bien sûr à la tragédie de *Zaire* où la chevalerie chrétienne et française est également mise en valeur, dans le cadre cette fois de la croisade. De la même façon, il parle des tournois avec une relative indulgence. En revanche, les duels rencontrent son incompréhension. Il se félicite qu'ils n'existent plus depuis Louis XIV, et cela peut-être d'abord en raison d'une modification dans l'appréciation du courage: jadis, il consistait pour chaque gentilhomme à défier l'ennemi lance couchée, désormais, avec les armes à feu, il s'agit d'affronter collectivement l'adversaire au cours d'une progression lente et uniforme.

Sur la noblesse française son siège est fait: il se peut qu'autrefois elle ait eu sa raison d'être mais depuis la multiplication des anoblissements au profit de toutes sortes de gens, 'banquiers, chirurgiens, marchands, domestiques de princes, commis', les uns et les autres ayant vocation à prendre chez leur notaire 'le titre de très hauts et très puissants seigneurs', il n'en va plus de même (ch.98). 'Cette multitude ridicule de nobles sans fonction et sans vraie noblesse, cette distinction avilissante entre l'anobli inutile qui ne paie rien à l'État, et le roturier utile qui paie la taille, ces charges qu'on acquiert à prix d'argent, et qui donnent le vain nom d'écuyer, tout cela ne se trouve pas ailleurs. Il est dément qu'un gouvernement avilisse ainsi la plus grande partie de la nation' (ch.98). Le contraste est patent avec l'Angleterre où quiconque 'a quarante francs de revenu en terre est *homo ingenuus*, franc citoyen, libre Anglais, nommant des députés au parlement; tout ce qui n'est pas simple artisan est reconnu pour gentilhomme, *gentleman*; et il n'y a de nobles, dans la rigueur de la loi, que ceux qui dans la chambre haute représentent les anciens barons, les anciens pairs de l'État' (ch.98).

Quoi qu'il en soit de son programme, Voltaire évoque de façon trop sommaire et discontinue le monde ibérique, le monde germanique et même l'Italie, bien qu'elle lui soit un peu plus familière, pour qu'on s'y arrête. La façon dont il présente la série d'événements qui devait, bien plus tard, à partir des années 1820, être désignés sous l'expression de 'guerre de Cent ans' n'est pas à

PRÉFACE

dédaigner dans la mesure où il prend plaisir à s'élever au-dessus des passions et des préjugés nationaux, le parallèle des deux noblesses, française et anglaise, est à retenir, et après tout le traitement décapant qu'il réserve à la papauté et à la haute Eglise de la fin du Moyen Age ne peut être écarté d'un revers de main.

En revanche, sa condamnation sans phrase de la scolastique tardive et des institutions et des milieux universitaires ne pourrait que surprendre si l'on oubliait le peu d'informations dont il disposait dans ce domaine (il lui aurait fallu de bien plus vastes lectures, qu'il ne se souciait pas d'entreprendre, pour adoucir sa sévérité). Il aborde de façon plutôt mesquine l'humanisme du *Trecento* et du *Quattrocento*. Naturellement, l'existence à la même époque d'un humanisme français lui échappe à peu près complètement. A le suivre, la France de la fin du Moyen Age n'aurait connu ni les beaux-arts ni les belles-lettres: le gothique rayonnant et flamboyant, les miniaturistes du XV^e siècle tels que les frères Limbourg et Jean Fouquet, l'*ars nova* dans le domaine de la musique sacrée, les traductions en langue vulgaire des traités d'Aristote et de la *Cité de Dieu* de saint Augustin au temps et sur l'ordre de Charles V, tout cela lui est inconnu. Il ne cite ni Philippe de Mézières, ni Eustache Deschamps, ni Christine de Pizan, ni Geoffroy Chaucer, ni Alain Chartier, ni Charles d'Orléans, ni François Villon. L'absence chez lui du concept de 'genèse de l'Etat moderne' par lequel on désigne désormais le développement, à partir des années 1280, des idées et des institutions politiques un peu partout en Europe, et notamment dans les grandes monarchies occidentales (France, Angleterre, royaumes de Naples, de Castille et d'Aragon) l'empêche de donner un sens à quantité de phénomènes qu'il connaît ou soupçonne mais qu'il présente de façon parcellaire, telle la mise en place de la fiscalité d'Etat et de l'armée permanente. Il a beau citer Gerson, les nouvelles formes de religiosité propres à cette époque, qu'on désigne parfois par l'expression de *devotio moderna* et qui trouva son expression durable dans l'*Imitation de Jésus-Christ*, ne sont présentées par lui que sur le mode caricatural. Notamment en France, un des grands thèmes qui

PRÉFACE

hantèrent ce qu'on peut d'ores et déjà appeler l'opinion publique fut celui de la réforme conjointe de l'Eglise, de l'Etat et de la société: Voltaire ne dit rien de cette attente, de cette espérance. A le lire, on ne saisit que très imparfaitement le dynamisme économique dont firent preuve un certain nombre de milieux dans un certain nombre de régions, malgré un climat d'incertitude politique, de troubles monétaires et de dépression démographique. Même s'il mentionne Jacques Cœur, il lui échappe largement que les grandes découvertes furent le fruit de la maturation, voire de la mutation intellectuelle qui affectèrent quelques secteurs de la société aux XIV^e et XV^e siècles.

Faut-il lui reprocher d'avoir été insensible à ce qui fait non seulement l'intérêt mais encore la grandeur d'une période certes profondément troublée, dont il retient surtout le manque presque absolu de lumière et de sagesse? Autrement dit, indépendamment du stock limité de matériaux à sa disposition, lui qui se voulait un amateur d'histoire philosophique œuvrant pour les honnêtes gens et non point un érudit besogneux à la manière de Du Cange (qu'il cite) et des bénédictins de Saint-Maur, s'il avait abordé cette période avec moins de préjugé idéologique, serait-il parvenu à une vue qui aurait été moins décevante, plus acceptable, pour le médiéviste professionnel du début du XXI^e siècle? On ne peut l'exclure. Pour ne citer que deux noms, n'est-il pas plus instructif, plus enrichissant, plus satisfaisant, de parcourir *De l'esprit des lois* et plus encore peut-être de se plonger dans l'œuvre d'Edward Gibbon, lequel a su mettre sa splendide érudition au service de la réflexion philosophique, à travers une narration toujours plaisante?

Saluons dans l'*Essai sur les mœurs* un défi audacieux, quoique lancé trop tôt. Le style et l'esprit de M. de Voltaire s'y manifestent avec éclat, dans sa plénitude. Nul ennui à le lire. Saluons la performance. Mais Cléo, muse chaste et savante, y trouve-t-elle son compte?

Philippe Contamine
Institut de France